

XAVIER RAUFER : « A New-York, on a réduit la délinquance de 80% en trois ans »

Xavier Raufé, le saccage de la Place de la Nation par des casseurs, lors de la manifestation lycéenne du 15 octobre dernier, est-il un épiphénomène ou le prémice d'autres violences ?

Ce n'est pas un épiphénomène. Ce à quoi on a assisté ce jour-là Place de la Nation se produit de manière quotidienne dans les banlieues. Le côté exceptionnel vient de ce que pour la première fois, un quartier bourgeois est visé.

La violence n'atteint quand même pas ce niveau-là tous les jours en banlieue ?

Si ! Vous avez 50 «jeunes» – les jeunes sans guillemets sont une catégorie différente des jeunes avec guillemets – qui entrent dans un centre commercial et qui le pillent. Il suffit de s'abonner pendant 6 mois au «Republicain de l'Essonne», vous y trouverez une page «faits divers» remplie d'actes de ce genre.

Pourquoi la presse nationale n'évoque-t-elle pas ces actes à chaque fois qu'ils se produisent ?

On n'en parle jamais pour deux raisons. La première étant que l'accumulation de ces événements lasse le public ; la deuxième est due à la tendance actuelle de la presse à ne pas parler de ce qui fâche.

Vous avez des exemples ?

Par exemple, les phénomènes de bandes dans les banlieues. Parallèlement, un espace médiatique très important est occupé par ce que j'appelle les «docteurs tant mieux». Ce sont des gens dont le discours se résume à répéter, à propos de n'importe quel événement, que de telles choses n'arriveront jamais chez nous. Il n'y aura jamais de terrorisme en France, le nuage de Tchernobyl s'est arrêté à nos frontières, il n'y aura jamais de bandes comme aux Etats-Unis ni de Mc Do... Vous pouvez constater à quel point ces prophéties se sont révélées justes. Elle n'ont qu'une seule raison d'exister : ne pas «désespérer Billancourt», lorsque les médias donnent une mauvaise nouvelle, ils en donnent deux bonnes.

On essaye de maintenir la société civile dans un état de béatitude suffisant pour que les gens n'aient pas envie de broncher. Pourtant, la réalité est bien là.

Suite aux événements ayant touchés les machinistes de la RATP, Lionel Jospin a déclaré que la gauche était le parti de l'ordre. Que vous inspire une telle déclaration ?

Deux choses. D'abord, je crois que les socialistes se sont, en majorité, convertis à la réalité, c'est-à-dire qu'ils ont cessé de croire aux idées fausses et stupides qu'ils professaient en 1981, c'est-à-dire à l'idéologie de Badinter selon laquelle les délinquants seraient des enfants malheureux qu'il convenait de ne pas punir. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont placé un homme d'ordre comme Chevènement au ministère de l'Inté-



rieur.

Cela dit, le PS n'est pas seul à gouverner. Il doit composer avec ses partenaires de la majorité plurielle. Je crois que lorsque Jospin parle de l'ordre comme valeur de gauche, il le pense sincèrement. En revanche, ce que fait le gouvernement en matière de répression est défilé par les communistes et les Verts via leurs canaux (lobbies pro-immigration, Syndicat de la Magistrature...). On fait du surplace et les chiffres le confirment. Le gouvernement espérait un peu naïvement qu'il y aurait un effet-Mondial et que les jeunes voyous des banlieues resteraient chez eux : ça n'a pas été le cas.

A partir de quand la délinquance s'est-elle mise à progresser fortement ?

Elle a commencé à augmenter fortement au cours des premiers mois de 1997. La tendance est encore plus à la hausse en 98. Il n'est pas impossible que nous battions tous les records de délinquance à l'orée du XXI^e siècle.

On dit beaucoup que c'est le chômage qui est la cause de la délinquance. Partagez-vous cette opinion ?

C'est faux. Le père spirituel de cette approche est Victor Hugo, qui dit que les pauvres sont toujours bons et les bourgeois toujours des salauds. Il a été prouvé de multiples façons que cette thèse est fautive. Il n'y a aucun lien entre le chômage et la criminalité. Si vous regardez les statistiques sur vingt ans aux Etats-Unis, vous vous apercevez que les périodes de chômage correspondent aux périodes de baisse de la délinquance et inversement.

Un exemple célèbre : lors de la grande dépression des années 30 aux Etats-Unis, la criminalité a baissé. Les faits contredisent radicalement le discours officiel.

Sauf peut-être aujourd'hui : à New-York, le chômage et la criminalité diminuent tous les deux...

Il faut savoir qu'à la fin des années 70, la ville a connu une très grave récession et que celle-ci a été due au crime. Lorsque la ville s'est retrouvée ravagée par la criminalité, dès 1975 – on venait de supprimer 5000 postes de policiers –, les habitants ont fui par centaines de milliers et d'innombrables commerces ont fermé. A partir de là, la ville a sombré financièrement.

● *Directeur des études du Centre de recherche sur les menaces criminelles contemporaines de l'Université Panthéon-Assas et chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris, Xavier Raufé est un des meilleurs connaisseurs du monde des délinquants. Alors que la violence n'a jamais été aussi forte que cette année, il publie un livre* qui prouve, chiffres à l'appui, que les solutions existent bel et bien. Les élites auront-elles le courage de les appliquer ? La France doit redevenir un havre de paix et d'art de vivre...*

Propos recueillis par ANTOINE YANNI

C'est donc le crime qui cause la misère et non l'inverse...

Exactement. J'ajouterai même que les criminels ne sont pas les miséreux. Ce qu'ils volent dans les hypermarchés, ce n'est pas du pain mais des baskets de marque ou des blousons pour les revendre. Ce n'est pas une activité de survie mais une activité prédatrice. Lorsqu'on transforme un quartier en zone interdite, en y bombardant les autobus et les pompiers, en y interdisant les policiers et en y chassant les commerces, tout naturellement, ce quartier s'appauvrit.

Ce que vous dites est un peu désespérant : nous n'aurions donc le choix qu'entre la pauvreté et la violence ?

La vie n'est pas drôle tous les jours...

Toutefois, dans les années 60, nous avions à la fois la prospérité et la tranquillité...

C'est justement à cette époque que la criminalité s'est mise à augmenter, pour la bonne et simple raison que, plus un pays est riche, plus il y a de choses à voler.

La délinquance augmente-t-elle aussi vite dans les autres pays européens ?

Au niveau des Etats et des élites, il existe une fracture non pas entre gauche et droite, mais entre les réalistes et les autres. L'Angleterre, pays social-démocrate, a pris, concernant la criminalité, des positions très réalistes et répressives. Et le résultat est là : la délinquance baisse.

Il y a par contre des pays, l'Italie, les Pays-Bas et les pays nordiques, qui ont dépénalisé et décriminalisé à tout crin. Et bien sûr, les délinquants étant des âmes simples, ils ont avancé à mesure que les autorités reculaient.

On parle beaucoup de la réussite du modèle new-yorkais. Quelles sont les mesures prises par les autorités en matière de sécurité et quels en ont été les résultats ?

Pour aller au plus spectaculaire, je vais évoquer un endroit qui avait une réputation mondiale de coupe-gorge : le métro de New-York. En trois ans, les agressions ont diminué de 80%.

Tout est parti d'une intuition de William Bratton, l'homme qui a pris en main la police de la ville au début des années 90, à savoir que, pour lui,

la véritable origine du crime, c'est le criminel. En conséquence, il s'est attaché à appliquer une politique de «zéro tolérance». C'est la stratégie du carreau cassé : lorsque dans un quartier les gamins aperçoivent une maison dont un des carreaux est cassé, ils cassent tous les autres. Bratton a donc décidé de ne plus tolérer les graffitis, les ivrognes dans la rue, etc.

Il n'y a donc plus de tags et de graffitis aujourd'hui dans la ville de New-York ?

Beaucoup sont supprimés et les gens qui sont surpris en train d'en faire sont condamnés à payer une forte amende, et sur le champ qui plus est. A New-York, le tag n'est pas considéré comme une manifestation artistique mais comme une dégradation de bâtiments. Conséquence de cette politique : on attrape plus de délinquants. Du jour où on a obligé les gens à payer leur entrée dans le métro de la ville, le nombre d'agressions a baissé fortement puisque bien entendu, ceux qui rentraient sans payer étaient ceux qui agressaient par la suite.

Comment a-t-on réussi à les obliger à payer ?

C'est bien simple : on a restauré la présence policière et, puisqu'on ne pouvait pas placer d'agents à chaque entrée, on a installé des barrières empêchant les délinquants de sauter par-dessus l'obstacle, comme c'est la coutume chez nous. De même, on a commencé à vérifier si les usagers n'avaient pas volé leur portable.

Les voyous ont leur mode de vie : même s'ils ont l'argent pour le faire, ils trouvent déshonorant de vivre comme un cave et donc de payer leur téléphone mobile.

Autre solution toute bête : auparavant, lorsqu'un resquilleur était attrapé à l'entrée du métro, on faisait venir un car de police et on l'amenait au commissariat. Depuis que Bratton est arrivé, il a ordonné de maintenir le délinquant menotté sur place, au vu de la foule, jusqu'à ce qu'une dizaine d'autres resquilleurs soient pareillement arrêtés. Ensuite, on conduit alors le groupe au commissariat en métro, au milieu des passagers.

Les gens peuvent ainsi voir physiquement que leur sécurité est bien assurée.

L'Europe fédérale peut-elle être un aiguillon poussant la France à être moins laxiste, ou bien

alors Bruxelles partage-t-elle les conceptions du gouvernement français ?

Il est très difficile de le savoir. Cette dimension-là, de l'Europe de la sécurité, commence à peine. Un organisme qui s'appelle Europol a été créé il y a quelques années mais personne n'est d'accord sur son sort. Les Français voudraient que ce soit juste une base de données communes et les Allemands voudraient en faire une sorte de FBI européen.

Bien entendu, en fonction de l'idée qu'elles se font de l'Europe, certaines nations disent oui, d'autres disent non. Les Anglais disent pas question, les Français pas trop et les Allemands oui, tout de suite.

Jusqu'à présent, chaque fois qu'il est question d'Europol, on accole à ce début d'institution policière européenne le nom assez triste d'«embryon».

Il y a un énorme travail d'harmonisation à faire au niveau de la police. La police met beaucoup de temps à faire ce que les malfaiteurs font très vite.

Une anecdote : un mois après la chute du mur de Berlin, il y avait déjà des prostituées russes sur les Champs-Élysées. J'imagine qu'il a fallu au moins trois ans avant que les policiers français envisagent d'adresser la parole à des policiers russes.

Dans la réalité, l'Europe des voyous s'est faite en moins d'un mois. Elle est en place. Il faut qu'à cette Europe des voyous corresponde une Europe des policiers. A supposer même qu'on ait l'idée de quitter l'Europe et de transformer la France en une sorte d'Albanie, on n'y arriverait pas. Entre la mer du nord et la frontière suisse, nous avons 900 accès terrestres sans aucune sorte de contrôle. Alors moi, je n'ai pas d'avis idéologique sur la question, Europe fédérale ou Europe confédérale, mais je dis que si nous ne faisons rien, l'Europe des voyous aura gagné.

Vous qui êtes criminologue et travaillez beaucoup avec des statistiques, pensez-vous que celles-ci donnent de plus en plus l'image d'une société profondément malade ?

Il semble bien que la France d'aujourd'hui ait plus de mal que d'autres pays développés à accéder à la réalité des choses. Il nous faut trois ans pour constater ne serait-ce que l'existence d'un problème et dix ans pour trouver des solutions. On a toujours tendance à penser «pas chez nous».

On croit pouvoir échapper aux problèmes par le simple fait que nous vivons en France.

Ça serait bien si c'était vrai. Ce n'est plus vrai ! La France doit réagir... ■

*Alain Bauer & X. Raufé, *Violences et insécurité urbaines, Que Sais-Je n° 3421, puf 1998.*